



Communiqué de presse du DAL 38 et de l'association Madame Ruetabaga après le grave incendie qui s'est déclaré dans un camp rue des Alliés.

Suivi d'un texte écrit par les habitant.es du camp

L'incendie s'est déclenché dans une cabane du camp et s'est ensuite propagé rapidement à d'autres installations ainsi qu'à un hangar de l'usine Richardson, spécialisée notamment en plomberie.

C'est un double drame : une quinzaine de salariés est aujourd'hui au chômage technique et l'ensemble des familles déjà précarisées qui vivaient sur ce camp sont encore plus démunies. Une partie d'entre elles a été mise à l'abri dans un gymnase en urgence à la tombée de la nuit. Mais ce n'est évidemment pas une solution durable

Nous tenons à dire à nouveau que personne ne choisit de vivre dans des habitations de fortune et que chacun, chacune a le droit au logement, pérenne, digne et adapté à sa situation. Des solutions existent déjà : 50 000 logements sont vides sur le département de l'Isère! Et le droit de réquisition existe en France pour le Préfet et les Maires. Utilisez- le !

Le préfet s'est exprimé à propos de l'inquiétude provoquée par cet énorme nuage menaçant au-dessus de Grenoble « à cette heure la diffusion des fumées ne présente pas de toxicité particulière ». Et maintenant ? Les familles, en particulier les personnes fragiles, les enfants en particulier et les voisins de cet incendie vont - ils bénéficier d'un examen médical ?

C'est d'humanité, de solidarité, de justice sociale, d'application du droit dont ont besoin ces personnes, pas, comme le réclame de manière indigne et cynique monsieur Carignon, d'évacuation forcée !

Non nous n'accepterons jamais des expulsions sans propositions de relogement digne !

A Grenoble le 25 novembre 2021

Contact presse : 06 41 30 55 18

Texte écrit par les habitant-e-s du campement et l'association Mme Ruetabaga

Samedi 20 Novembre, dans l'après-midi, un incendie est parti d'une cabane du terrain habité, rue des Alliés. La moitié des habitations précaires dans lesquelles habitaient des familles ont brûlées.

Le terrain a été évacué et les habitant-e-s ont attendu dans le froid toute l'après-midi sans savoir ce qu'elles pourraient récupérer.

Le soir des militant-es, associations et voisin-es sont venu-es encourager les habitant-es à rejoindre le gymnase ouvert pour eux et elles par la mairie. Certaines familles ont rejoint le gymnase dans la soirée et un repas froid leur a été servi. Une fois couché, vers minuit, l'alarme du gymnase s'est déclenchée. Tout le monde a été évacué dehors. Les personnes de la sécurité ont prévenues qu'elles viendraient chercher les personnes quand le problème serait réglé. Ils sont revenus toquer aux fenêtres des voitures plusieurs heures après. Le gymnase était froid et les personnes ont choisi de rester dans les véhicules.

Les autres habitant-e-s étaient retournés dans les caravanes et cabanes qui n'avaient pas brûlées.

Le matin les personnes responsables de la gestion du gymnase sont venues proposer du café, mais le soir on annonçait aux personnes que le gymnase fermait. Les habitant-e-s ont demandé d'apporter de la nourriture sur le terrain mais rien a été fait.

Aujourd'hui vingt personnes habitent sur le terrain sans savoir si elles pourront rester le temps d'avoir des solutions de relogement. Les élus de la ville, le CCAS, la Métropole sont passés sans répondre à cette inquiétude.

Par ailleurs aucune solution de logement ou d'hébergement n'ont été trouvés pour les familles qui sont retournées sur le terrain. Une proposition a été faite aux personnes âgées d'une place en hôtel à Voiron, sans service de restauration ni possibilité de cuisiner. La famille a refusé car elle ne peut pas s'organiser pour apporter à manger au couple.

Les familles dont les habitations ont brûlées ont tout perdu dans les flammes : vêtements, argent, papiers administratifs, objet de la vie courante. Depuis quatre jours aucune distribution n'est organisée sur le lieu. Quelques personnes ou collectifs sont venues donner des vêtements, un radiateur, un peu de nourriture, du lait maternisé, des biberons... Il n'y a plus d'électricité, pas de lumière.

Les familles qui habitent le terrain demandent des solutions de relogement adaptées, dignes et pérennes pour tou-te-s. Comme beaucoup d'autres personnes elles sont touchées par la précarisation de la société ici ou ailleurs en Europe et cherchent un endroit pour vivre dignement et pouvoir subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.